

Kigali, après la bataille

Les forces du FPR ont obtenu une victoire totale dans la capitale rwandaise à la plus grande joie des réfugiés tutsis

KIGALI

de notre envoyé spécial

La bataille de Kigali est terminée. Les rebelles du Front patriotique rwandais ont envahi la ville, lundi 4 juillet, ne rencontrant pratiquement aucune résistance. Les militaires des Forces armées rwandaises (FAR) avaient préparé leur départ. Un général avait même pris soin de prévenir une organisation humanitaire internationale pour l'assurer que ses installations ne seraient pas touchées pendant la retraite. Dès 19 heures, dimanche soir, l'état-major a commencé à plier bagages, emportant les documents les plus importants. C'est en ordre - ou presque - que les FAR ont abandonné la capitale.

Le camp de la gendarmerie à Kacyru, celui de la garde présidentielle à Karmiarura ainsi que Camp Kigali, une caserne aux confins du centre-ville, près de l'Hôtel des diplomates où résidaient les derniers responsables gouvernementaux, étaient déserts lundi matin. Selon certaines indications, les militaires des FAR se seraient repliés vers le sud-ouest, sur la route de Gitarama. Ils auraient ensuite obliqué vers l'ouest pour tenter de rejoindre la région de Kibuyé, où les troupes françaises sont présentes, et Gisenyi, où le gouvernement intérimaire rwandais (GIR) s'est retranché.

Pour la première fois depuis plusieurs semaines aucun obus de mortier n'est tombé sur Kigali. En fin de matinée quelques coups de feu retentissaient dans le lointain, près du mont Kigali, signalant une poche de résistance. Aucune trace de combat n'était visible au centre-ville. Seuls quelques corps de miliciens et de civils gisaient près de l'église de la Sainte-Famille, où, selon un responsable local, 11 750 personnes sont encore réfugiées.

«Dimanche soir, les gendarmes qui assuraient notre protection nous ont dit : «Ça va mal. Fuyez ou enfermez-vous à l'intérieur de

l'église.» C'est ce que nous avons fait jusqu'au petit matin», raconte Stanislas Rwumukarago, un vieil homme aux cheveux gris, l'un des responsables des réfugiés. «Nous avons alors entendu des coups de feu et, vers 8 heures, on a vu apparaître les soldats du FPR, poursuit Stanislas. Le premier contact est bon. Hutus, Tutsis, nous sommes tous très contents. C'est dommage qu'ils soient venus si tard. Un grand nombre d'entre nous ont été massacrés par les interahamwe [les milices des extrémistes hutus].»

Réfugiés pour la plupart depuis deux mois et demi dans l'enceinte de la Sainte-Famille et dans l'école primaire contiguë, des milliers de personnes laissent éclater leur joie. Alors qu'ils manifestaient parfois des signes d'hostilité ces derniers jours, leurs visages sont souriants et ils se bousculent pour raconter l'histoire. «Nous, les Tutsis réfugiés ici, on nous appelait les Inyenzi [les «cafards» en kinirwandais,

Plusieurs obus sont tombés chez elles au cours des dernières semaines. Leur calvaire est fini. Le soulagement se lit sur leur visage. De l'autre côté de la vallée, à flanc de colline, le camp des forces de gendarmerie de Kacyru aligne ses bâtiments jaunes. De loin les toits ne semblent pas endommagés, contrairement à ce qu'auraient pu laisser penser les bombardements intenses des dernières semaines.

Au centre-ville, le ministère de la défense est vide. Les vitres sont brisées mais rien ne traîne. Les soldats du FPR ont pris position à tous les carrefours et établi des barrages sur toutes les avenues. Face au ministère, de l'autre côté de la rue, Marc Vaïter respire. Il s'est installé là, fin mai, avec ses deux cent dix orphelins après que le centre qu'il occupait à Gitega eut été détruit par un obus. Samedi, les FAR lui avaient amené trois cent quarante enfants supplémentaires venant de l'orphelinat de Gisemba. Certains pensaient alors que l'état-major voulait utiliser ces enfants comme un bouclier humain. Mais M. Vaïter confirme qu'il n'y a pas eu de combats dans le quartier et ajoute : «Les enfants sont vivants, c'est le principal!» En voyant partir les gendarmes et les soldats, il a pourtant eu très peur, d'être livré avec ses enfants à la furie des miliciens. Il espère beaucoup de la nouvelle situation : «Je souhaite que la paix accompagne l'entrée du FPR dans Kigali. La vie des enfants doit changer. Il y a un nombre considérable d'orphelins au Rwanda et les besoins sont grands», dit-il.

Le FPR est maître de Kigali. Lundi soir, au crépuscule, des colonnes d'hommes en armes s'engageaient sur la route de

terme utilisé par les Hutus pour désigner les rebelles du FPR]. «Maintenant nous sommes libres. C'est merveilleux», exulte Lin Niyonzima, un jeune Tutsi de vingt-six ans, qui étudiait avant la guerre à l'Institut supérieur des finances publiques.

A l'extérieur de l'église un jeune milicien baigne dans son sang. Il est mort fauché par une rafale d'arme automatique qui lui a arraché le bas du visage et une partie du cou. Plus bas, sur la piste de latérite, une femme, blessée, râle, incapable de bouger. Sur le terrain de football, au milieu d'un bâtiment de l'école primaire, un homme touché aux jambes appelle au secours en faisant de grands gestes désespérés de son bras droit. Sur la gauche, en contrebas, les sœurs de Calcutta, qui abritent 400 personnes dont 250 orphelins, font de grands gestes de la main.

Byumba, vers le nord du pays. Mais, à la sortie de la ville, celle-ci bifurque vers le nord-ouest, où se trouve Ruhengeri, toujours défendue par un régiment de la garde présidentielle et des troupes d'élite. Elle mène aussi vers Gisenyi. Les hommes du FPR sont aux trousses des soldats gouvernementaux. Le colonel Sam Mukaka, le tout nouveau commandant du secteur pour la base de Kigali FPR, nous l'a confirmé : «Bien sûr que nous les poursuivons ! Jusqu'où, je ne sais pas, cela dépendra de leur résistance. S'ils se rendent, évidemment nous arrêterons notre mouvement.»

Confortablement installé dans un fauteuil de jardin sous un arbre, à l'intérieur de «Camp Kigali», le colonel est fatigué mais sûr de lui : «Nous contrôlons complètement la ville, explique-t-il. Il n'y a pas eu de résistance. C'est normal, ils étaient assiégés depuis plusieurs semaines. Nous savions qu'ils étaient au bout du rouleau.»

«Tant qu'il y aura des Rwandais à sauver»

Le nouveau maître de Kigali n'a pas quarante ans. Il rappelle que l'objectif du FPR est d'abord d'arrêter les massacres et de secourir les gens menacés. «Nous poursuivons notre action tant qu'il y aura des Rwandais à sauver. Là où nous ne sommes pas arrivés on continue à mourir», dit-il. Fidèle aux traditions du FPR, il ne donne aucune indication, ni chiffres précis : «Il y avait beaucoup, suffisamment d'hommes pour prendre la ville. Nous avons fait beaucoup de prisonniers, des soldats et des interahamwes.»

Interrogé sur la décision française de créer une zone de sécurité et d'exclusion militaire dans le sud-ouest du pays, le colonel Mukaka a paru surpris de la question : «Je suis commandant de la place de Kigali. Je ne sais pas ce qui se passe ailleurs,

affirme-t-il. Dans mon esprit les troupes françaises ont un mandat de l'ONU. Je ne crois pas qu'elles soient au Rwanda pour combattre le FPR.»

En tout cas après la prise de Kigali son mouvement contrôle maintenant trois des principales villes du pays. Gitarama est tombée depuis longtemps. Butaré a été prise dimanche et Kigali lundi matin. Seules Gisenyi, Kibuyé et Ruhengeri - la ville du président Juvénal Habyarimana, tué le 6 avril - et plus généralement l'ouest du pays sont encore aux mains des forces gouvernementales. Cela signifie que le FPR règne maintenant sur près des trois quarts du Rwanda.

Les rebelles poursuivent leur avancée vers la frontière burundaise au sud et la frontière zaïroise à l'ouest, poussant devant eux des populations civiles hutues et une armée gouvernementale en déroute. L'entrée des uns et des autres au Burundi et au Zaïre pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour la stabilité de cette région de l'Afrique. Le pays du maréchal Mobutu est au bord de l'explosion depuis plusieurs années. Il absorberait mal le choc d'affrontements ethniques dans le Kivu, où de nombreux Rwandais - Hutus et Tutsis - sont déjà réfugiés. Le Burundi - qui a perdu deux présidents hutus en six mois - est en proie à de sérieux soubresauts. La minorité tutsie, qui dirigeait le pays d'une main de fer, n'a toujours pas accepté l'idée d'être écarté du pouvoir par les urnes. Elle se réjouit - comme vient de le faire le président ougandais Yoweri Museveni - de voir la minorité tutsie damer le pion à la majorité hutue au Rwanda.

Mais une victoire militaire totale du FPR ne résoudra pas le problème rwandais. Les Tutsis (14 % de la population) ne pourront gouverner qu'en alliance avec les partis hutus modérés ou en instaurant une dictature semblable à celle qui a dirigé le Burundi pendant trente ans. Car si des élections démocratiques sont organisées, rien n'empêchera l'ethnie majoritaire des Hutus (85 % de la population) de revenir bien vite aux affaires.

FREDERIC FRITSCHER

1, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 580 F CFA ; Danemark, 1 ; Portugal Cont., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal

LE MONDE

6 JUILLET 1994